

souvent toutes les autres. Nos énergumènes d'extrême gauche, qui se croient seuls au monde, ne se doutent certes pas des difficultés matérielles qu'un gouvernement peut rencontrer par le seul fait du refroidissement de ses relations avec la cour pontificale.

Mais M. Waldeck Rousseau, plus instruit, n'ignore pas les efforts que l'Allemagne a multipliés depuis quelques années pour combattre et supplanter notre influence auprès de Léon XIII. Il sait que le baron de Rottenhan, ambassadeur de Guillaume II à Rome, ne cesse de réclamer du Souverain Pontife le protectorat des chrétiens en Orient, et que pour arriver à ses fins, l'habile diplomate ne néglige aucun argument. L'empereur allemand pousserait même les choses jusqu'à promettre à Léon XIII un nouveau *modus vivendi* qui lui donnerait l'indépendance absolue dans la Ville Eternelle.

Ce retour vers le pouvoir *temporel* n'est pas pour déplaire au Vatican, où le premier lord d'Angleterre, le duc de Norfolk, présentant, le 9 janvier dernier, le pèlerinage de ses compatriotes catholiques, disait au Pape :

“ Nous prions et avons confiance d'être les témoins de la restauration du Pontificat romain, dans cette position de *temporelle* indépendance que Votre Sainteté a déclarée être nécessaire au réel accomplissement des devoirs d'une charge qui embrasse le monde. ”

Vous vous rappelez le tapage soulevé dans la presse italienne par la lecture solennelle de cette adresse des catholiques anglais. On eut l'air de s'en émouvoir à Londres et lord Currie, ambassadeur anglais au Quirinal, se rendit auprès de M. Visconti-Venosta pour l'assurer que le discours du duc de Norfolk au pape ne présentait que l'expression d'une opinion strictement personnelle. Ce sont là simagrées diplomatiques ! Quoique lord catholique, le duc de Norfolk était alors l'ami intime du prince de Galles, aujourd'hui Édouard VII, et la déclaration touchant le rétablissement du pouvoir temporel du pape avait parfaitement reçu l'approbation tacite, officieuse, sinon officielle du Foreign Office.

L'OPINION EN RUSSIE

La chancellerie russe ne s'y est pas trompée. L'accord des cabinets de Londres et de Berlin pour obtenir du pape, en faveur